



ARRETE MUNICIPAL n°2024-150
Mise en demeure d'exécution de travaux
d'abatage et d'élagage d'arbres
Parcelle cadastrée 73128
Chemin du Crêt

Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2212-1, L 2212-2 et L 2212-2-2,

Vu l'arrêté 2024-63 portant réglementation de la circulation des véhicules chemin du Crêt à Grésy-sur-Aix suite à la chutes d'arbres sur le domaine public communal le 13 avril 2024,

Vu le rendez-vous du 24 avril 2024 entre Monsieur Guy CHALLANSONNEX usufruitier de la parcelle cadastrée 73128C358, Monsieur Florian MAITRE, maire de la commune de Grésy-sur-Aix, Monsieur Georges GIANESELLO, brigadier-chef principal de la police municipale et Monsieur Thomas REMY, responsable du pôle voirie de la commune,

Vu le courrier en RAR n°1a 193 120 1765 1 du 15 mai 2024 à Monsieur Guy CHALLANSONNEX,

Vu le rapport de constatation n° 26/2024 du 18 juillet 2024 établi par Monsieur Georges GINESELLO, brigadier-chef principal à la police municipale de Grésy-sur-Aix, relatant les faits constatés sis chemin du Crêt,

Vu le rapport de constatation n°27/2024 du 18 juillet 2024 établi par Monsieur Georges GIANESELLO, brigadier-chef principal à la police municipale de Grésy-sur-Aix relatant le non-entretien des arbres de la parcelle 73128C358 sis chemin du Crêt,

Vu le devis de l'entreprise El Sonzogni, 7 chemin des Granges 73100 Le Montcel, validé par Monsieur CHALLANSONNEX,

Vu l'extrait cadastral, Monsieur Jean-Claude HIBLOT, usufruitier de la parcelle 73128C358, domicilié 24 route du Revard à Moux,

Considérant qu'il incombe au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police de circulation de veiller à la sécurité des usagers de la voie publique.

Considérant qu'il ressort des rapports de constatations susvisés que les arbres bordant la route du Crêt implantés sur la parcelle 73128C358 sis chemin du Crêt compromettent la sécurité des piétons et des automobilistes.

ARRETE

Article 1 : Monsieur Guy CHALLANSSONNEX et Monsieur Jean-Claude HIBLOT usufruitiers de la parcelle 73128C358 sont mis en demeure d'assurer dans un délai d'un mois à compter de la date de la notification du présent arrêté, les mesures suivantes :

- Elagage des arbres bordant le chemin du Crêt implantés sur la parcelle 73128C358 sis chemin du Crêt compromettent la sécurité des piétons et des automobilistes.
- Abatage des arbres bordant le chemin du Crêt implantés sur la parcelle 73128C358 sis chemin du Crêt menaçants de chuter sur le domaine public compromettent la sécurité des piétons et des automobilistes.

Article 2 : Monsieur Guy CHALLANSONNEX et Monsieur Jean-Claude HIBLOT devront rendre compte des mesures exécutées auprès de Monsieur le Maire de la commune à l'expiration du délai visé à l'article 1.

Article 3 : La non-exécution de la mise en demeure déclenchera automatiquement la procédure de réalisation des travaux aux frais et torts de Monsieur Guy CHALLANSONNEX et de Monsieur Jean-Claude HIBLOT conformément aux dispositions de l'article L 2212-2-2 du code général des collectivités territoriales.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Article 5 : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté : Le Maire de la commune de Grésy-sur-Aix, le Directeur Général des Services, le Responsable du Service Technique, le responsable de la Police Municipale.

Copie adressée à ces personnes, ainsi qu'à :

- Monsieur Guy CHALLANSONNEX
- Monsieur Jean-Claude HIBLOT

Fait à Grésy-sur-Aix, le 19 juillet 2024

Le Maire,
Florian MAITRE



Affiché/publié le :
Notifié à l'intéressé le :
Certifié exécutoire le :

« En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site www.telerecours.fr

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.